



# Citoyens et politiques : ennemis ou partenaires ?

Comment faire de la politique ensemble ?





## Periferia aisbl

Rue de la Colonne, 1  
1080 Bruxelles

[contact@periferia.be](mailto:contact@periferia.be)

+32 (0) 2 544 07 93

[www.periferia.be](http://www.periferia.be)

Rédaction et conception graphique : Periferia aisbl

Edition 2012

Toute reproduction autorisée et encouragée sous réserve de citer la source

Photo couverture : Periferia

# INTRODUCTION

## Ah ces élus !

*« Les élus politiques, on ne les voit que pour les élections, puis plus après. »*

*« Ils ne font pas partie du même monde. »*

*« C'est de la faute du politique ! C'est à lui de trouver une solution ! »*

Entre méfiance et suspicion, le regard des citoyens sur les politiques n'est pas toujours des plus tendres : perçus comme détachés de la réalité, défendant les intérêts des plus nantis ou encore uniquement préoccupés par leur score électoral, les représentants politiques – souvent tous assimilés les uns aux autres – ont mauvaise presse. Et dans un contexte de crise, tel que nous le connaissons actuellement, le fossé semble s'agrandir de jour en jour.

La plupart s'accorde pour dire qu'une présence sur le terrain, proche des citoyens et de leurs réalités quotidiennes constitue un atout pour prendre de bonnes décisions, répondant aux besoins et nécessités. L'apport des citoyens en ce sens leur est très précieux. Pourtant, les politiques avouent eux-mêmes ne pas avoir le temps nécessaire à leurs ambitions.

Les citoyens nourrissent envers eux une forme d'intransigeance et d'impatience : on *exige* qu'ils trouvent réponse à tout et rapidement. On ne leur pardonne rien, la moindre erreur est directement sanctionnée. Ce statut de *superhomme*, alimenté en partie par les politiques eux-mêmes, laisse finalement croire que le citoyen n'a plus qu'à payer ses impôts et se rendre aux urnes pour avoir la garantie d'un service *all inclusive*.

La médiatisation de scandales politiques et l'influence grandissante de l'Europe au niveau des prises de décision nationales renforcent encore la distance entre les *citoyens* et les *politiques*. Ce qui a pour conséquence que, bien qu'élus par les citoyens et censés représenter l'ensemble de la population, les mandataires politiques sont de moins en moins perçus comme légitimes pour prendre des décisions garantissant l'intérêt général.

Ils ont pourtant été élus, démocratiquement, pour nous représenter. Et nous attendons d'eux qu'ils prennent des décisions, qu'ils agissent... et qu'ils nous rendent compte de ces actes par la suite, afin que nous gardions un contrôle sur eux.

## Ah ces citoyens !

*« Ils ne pensent qu'à leur bout de trottoir. »*

*« Ils savent se mobiliser contre, mais lorsqu'il s'agit de proposer, on ne les voit plus. »*

*« Les citoyens ne peuvent pas comprendre des enjeux à une ampleur communale ! »*

D'autre part, les acteurs politiques voient parfois les citoyens comme faisant preuve d'un certain individualisme, comme autocentrés sur leurs réalités. En cela, les phénomènes NIMBY – not in my backyard, ou littéralement « pas dans mon arrière-cour » – que l'on peut observer lors de l'implantation d'une décharge, un champ d'éolienne ou d'autres instal-

lations jugées « dérangeantes », voire dans le cadre d'aménagements de quartier, – servent la critique selon laquelle, même s'ils prônent l'intérêt de tous, les citoyens cherchent d'abord à défendre leurs intérêts personnels.

Une variante de cette vision est de considérer que le citoyen lambda n'a pas une vue d'ensemble suffisante sur les réalités sociales, les règles du jeu, les contraintes et opportunités... qu'il n'est tout simplement pas en mesure de formuler des propositions ou des avis qui soient valables pour l'ensemble d'une commune ou d'un quartier.

Deux positions qui renforçant le politique dans son idée que seuls les représentants 'officiels' ou 'reconnus' de la chose publique peuvent prendre des décisions qui garantissent l'intérêt général.

Alors, le citoyen, est-il un « client exigeant » qui se plaint en permanence ? Et les mandataires politiques, des super-héros sans super-pouvoir qui vendent – ou vantent – des solutions miracles ?

Les préjugés ont la peau dure, dit-on. Et pourtant, il en faut souvent peu pour changer le regard que l'on porte sur des personnes. Il suffit parfois d'une rencontre pour que soudainement on se rende compte que non « *ils ne sont pas tous pourris* » ou que « *non ils ne pensent pas qu'à leur bout de trottoir* ».

**Face à ces deux portraits assez caricaturaux, mais pourtant tellement souvent entendus, quelles perspectives peut-on imaginer pour dépasser les clivages et imaginer des formes de construction ou délibération collectives où chacun trouve sa place ?**

## Quelles place et valeur pour les démarches de participation ?

Aujourd'hui, de nombreux espaces de participation initiés par le politique ont vu le jour avec pour objectifs d'impliquer les citoyens dans les prises de décisions à des degrés divers : le plus souvent en amont des décisions sous forme de consultations, mais aussi jusqu'à la construction de propositions collectives, voire de manière plus exceptionnelle des formes de la co-décision (par exemple, pour le choix d'aménagement de quartier).

Si on peut émettre des réserves sur la réelle volonté de partager le pouvoir, on ne peut que constater qu'il existe des attentes émanant des politiques vis-à-vis des citoyens pour qu'ils prennent une part plus active dans la production de la cité.

Dans la pratique, peu nombreux sont les politiques qui adoptent cette position de « participer avec les habitants » en prenant réellement le temps de s'impliquer dans ces espaces... Et même lorsqu'ils participent, ils se contentent parfois d'y faire *bonne figure*, introduisant la séance par un discours ou ne venant qu'aux conclusions. Par manque de temps ? Parce qu'eux mêmes ne sont pas convaincus de la pertinence et de l'efficacité de ces espaces ? Ou bien par peur de devoir répondre de leurs actions ?

Parfois, il arrive aussi que les élus présents cadennassent ces espaces de débat, en remplissant la séance de discours et présentations techniques et en laissant peu de place au dialogue.

**Au-delà de ces initiatives qui cherchent à encourager le dialogue, il existe d'autres formes d'expression accessibles aux citoyens (enquête publique, commission de concertation...). Existe-t-il une opposition ou une complémentarité entre ces diverses démarches participatives ?**

Pour certains, ces espaces de participation correspondent davantage à un simulacre et ne visent qu'à légitimer, par ces prétendues ouvertures, le pouvoir des politiques.

## D'autres chemins, totalement citoyens...

Parallèlement, d'autres initiatives se mettent sur pied en dehors de toute sphère politique ou d'espaces de participation « traditionnels » : *villes en transition, jardins collectifs, Pic Nic The Street, Occupy, les Indignés, Community Organising...* Ces initiatives spontanées sont souvent le fruit de citoyens non partisans – ou non politisés comme ils s'auto-qualifient parfois pour éviter tout amalgame avec un quelconque parti politique.

Regroupés en collectifs plus ou moins structurés et revendiquant une forte indépendance d'action, ils évitent soigneusement les interférences avec les élus politiques. Beaucoup craignent de se faire « récupérés », manipulés et être perçus comme « vendus » ...

## Travailler ensemble ?

S'il n'est pas toujours aisé de travailler *ensemble*, à cause de difficultés à se comprendre, manque de reconnaissance, de confiance, sentiment d'instrumentalisation... Faut-il en conclure que toute collaboration est impossible et qu'il est donc plus pertinent de travailler chacun de son côté ? Est-il possible d'envisager de travailler *avec* et non pas uniquement *contre* ?

Au sein de Periferia et avec beaucoup d'autres, nous sommes convaincus qu'on ne pourra faire face aux obstacles et trouver des solutions adéquates que de façon collective et non pas de manière séparée

Sans négliger la valeur de la démocratie représentative, ni l'intérêt des luttes et du besoin d'un contre-pouvoir, nous pensons qu'il est possible de construire des projets et des politiques publiques sans pour autant perdre en crédibilité ou vendre son âme au diable ! Et cela, de manière efficace.

***« En faisant dialoguer politiques et citoyens, on peut construire de meilleurs projets et produire différemment la ville/la vie. »***



# TABLE DES MATIÈRES

## **Quelle position adopter ?**

Construire «avec» tout en restant critique ?

Je ne fais pas de politique, moi !

## **Citoyens, politiques, de qui parle-t-on finalement ?**

Qui sont les citoyens ? Qui sont les politiques ?

## **On décide ensemble ?**

Pas simple de changer les relations

Garantir des espaces à soi

## **Nos rythmes sont-ils compatibles ?**

L'aménagement du territoire, un domaine aux rythmes sensibles !

## **Doit-on tout dire ?**

Pas forcément, mais il faut expliquer !

Il n'y a pas de sous-paroles

Favoriser la parole collective

## **Proposer ou revendiquer ?**

## **Conclusions**

Transparence : essentiel !

La diversité, plutôt que la représentativité

Occuper les espaces de participation existants

Garantir une indépendance au niveau de l'animation  
des processus

Imaginer de nouveaux modes de faire



# QUELLE POSITION ADOPTER ?

## Construire «avec» tout en restant critique ?

**Une des réticences à s'engager dans des espaces initiés par les politiques est la peur de se retrouver limité dans sa capacité d'action, son rôle critique, et la possibilité de s'opposer et remettre en cause les décisions prises.**

Participer, n'est-ce pas légitimer le pouvoir en place et renforcer celui-ci ? Ou à l'inverse, en ne participant pas, ne court-on pas le risque de se retrouver déforcé lorsqu'il s'agira de se mettre en opposition, puisqu'ayant refusé le dialogue ?

Il devient en effet plus difficile d'argumenter une position qui va à l'encontre des choix posés si on n'a pas pris part aux débats et fait valoir ses arguments lorsque le sujet était débattu en assemblée ouverte.

L'enjeu qui sous-tend ces deux positionnements revient finalement à poser la question de la légitimité de ces espaces initiés par le politique et du rapport de force biaisé qui peut y survenir lorsque des décideurs invitent des citoyens à s'inscrire dans un cadre préétabli, sans en permettre une quelconque remise en cause.

La réponse se trouve probablement entre ces deux positions extrêmes, mais dépend bien évidemment du contexte, des personnalités et de l'objet traité. Participer vaut la peine, tant qu'on perçoit qu'il est possible d'avoir une influence sur les décisions et que tous les avis en présence puissent s'exprimer et être entendus. Si tout est joué d'avance, s'y inscrire n'a que peu d'intérêt.

Entre opposition et implication dans la construction, la participation requiert un certain sens de l'équilibre - notamment des intérêts de chacun - et sens critique !

## Je ne fais pas de politique, moi !

*« Je ne m'occupe pas de politique. C'est comme si vous disiez : "Je ne m'occupe pas de la vie". »*

Jules Renard - Journal - 26 février 1906

Mais au fond, de quoi parle-t-on lorsqu'on utilise le terme « *politique* » ? Beaucoup de personnes imaginent que la « politique » se limite uniquement à la sphère de l'État et à sa gestion par des hommes et femmes que nous élisons. A travers cette vision, la politique ne concerne que les professionnels de la politique, les politiciens.

Cette manière de voir, très restreinte, ne laisse que peu de place aux citoyens : ils ne jouent qu'un rôle mineur à un moment précis, celui des élections. Au quotidien, les citoyens s'occuperaient donc de tout sauf de politique ?

Élargir ce champ de vision et pour envisager la politique comme l'ensemble des règles et actions mises en place par les individus pour organiser une société semble plus juste.

Alors, de simples gestes, qui peuvent paraître anodins, prennent une dimension *politique* : occuper un terrain pour jardiner, s'impliquer dans une association, prendre les transports en commun... Si un choix ou une action individuelle a peut-être peu d'impact, que dire lorsque cent personnes se mettent à occuper un lopin de terre pour jardiner ou lorsque des habitants réfléchissent et proposent des aménagements pour leur quartier ou encore quand un collectif refuse tout trajet en voiture et privilégie le vélo et les transports en commun ?

Sans rentrer dans le « tout est politique » - qui reviendrait à finalement faire disparaître la notion même de politique -, on ne peut pas laisser pour autant le politique aux mains de seuls professionnels. Oublier qu'on a un pouvoir réel sur la manière dont nous vivons collectivement.

# CITOYENS, POLITIQUES, DE QUI PARLE-T-ON FINALEMENT ?

## Qui sont les citoyens ? Qui sont les politiques ?

De la même manière qu'on ne peut définir un habitant par le seul fait qu'il habite son quartier, on ne peut parler de citoyens ou de politiques sans prendre en compte la multiplicité des personnes : un politique est aussi un citoyen, habitant de sa commune, usager des transports en commun... et inversement, un citoyen est aussi un habitant, parfois un politique ailleurs, membre d'un collectif, etc. Cette complexité, ou plutôt cette richesse, fait qu'il nous est impossible de séparer d'un côté les citoyens et de l'autre les politiques, en imaginant des entités totalement distinctes.

Pour autant, il ne faut pas négliger de clarifier la position qu'on adopte ni le rôle qu'on occupe dans les espaces de débat. Il ne s'agit pas de parler en tant qu'habitant pour ensuite s'exprimer avec sa casquette de mandataire politique, sans discernement ni clarté vis-à-vis des personnes présentes.

*« Les démarches de participation, cela permet de côtoyer des élus, de voir que ce ne sont pas des gens intouchables mais des gens comme les autres »*

Extrait du livret « Le participontdeclaix »

***« S'ils voulaient vraiment le faire  
ce projet, ce serait déjà fait depuis  
longtemps »***

***« Il me semble qu'il faudrait mieux partager  
la conscience des délais de réalisation des  
changements de société, que quelquefois ça  
peut prendre vingt ans, et ce n'est pas pour  
autant du « blabla » si ça n'est pas réalisé  
immédiatement ».***

## ***La délicate position de l'administration***

La position des personnes des services communaux n'est pas des plus évidentes. Pour les citoyens, ils font partie de la commune et donc pourraient quasiment être vus comme des représentants des élus.

Pourtant, à écouter les services, ils se retrouvent souvent dans des situations inconfortables. Par exemple lors d'une réunion dans un quartier où les élus politiques ne sont pas présents, leur parole est considérée comme celle des pouvoirs publics, qu'ils le veuillent ou non. Généralement, ils ne veulent pas assumer les décisions des élus, même s'ils sont favorables à la solution retenue, car ils considèrent que ce sont les élus qui doivent faire part des choix de la commune.

Leur position se complique encore quand ils sont en présence de leur élu de référence : comment alors prendre la parole ? Bien souvent, il leur est délicat de se mettre en opposition, voire risqué s'ils annoncent des choses que l'élu ne suivra pas. Alors souvent le technicien prend un rôle plus discret.

Pas évident pour un citoyen de comprendre ces attitudes, parfois de silence, parfois de prise de parole à la place de l'élu. Comme il n'est pas simple non plus pour le professionnel d'un service de savoir ce qu'il peut dire ou pas.

Comment s'y retrouver lorsqu'en tant que citoyen, on arrive dans une rencontre où il y a un élu de la Ville, des responsables des services communaux, une personne de l'administration régionale et une association qui intervient comme tiers pour animer un processus de participation ?

**Il faut en tout cas essayer de clarifier au mieux les rôles et missions de chacun en début de processus mais aussi au cours des ateliers. Par exemple, en s'appuyant sur un organigramme.**



# ON DÉCIDE ENSEMBLE ?

Au-delà de toute considération sur le citoyen et le politique, on peut se demander s'il est utile et réaliste que des politiques se mettent à la table des décisions avec des citoyens. L'exemple des budgets participatifs est, sur ce sujet, plutôt éclairant.

## ***Penser la prise de décisions dans le cadre de budgets participatifs***

Mettre en œuvre des budgets participatifs, c'est permettre à des citoyens de faire des choix sur l'utilisation des ressources publiques. Même si les expériences belges sont d'une ampleur assez réduite par rapport aux premières expériences latino-américaines, nous cherchons à en préserver les principes.

Avec le CPAS de Charleroi, sur la base de propositions émanant de groupes de citoyens en situations difficiles, un comité de sélection choisit la manière de répartir les ressources disponibles. Ce comité est composé de 2 conseillers politiques du CPAS, 2 travailleurs du CPAS, 2 associations, 2 citoyens ayant été précédemment porteurs de projets. Lors de ces comités, on a pu observer que les élus politiques étaient enclins à soutenir la plupart des projets, les citoyens porteurs de projets se sont quant à eux montrés bien plus exigeants, dans un souci d'utiliser au mieux ces ressources devenues accessibles. Les élus politiques s'étonnent et sont interpellés par ce niveau d'exigence des citoyens.

A Scheut, un quartier d'Anderlecht, une démarche similaire est mise en œuvre. Ici, même si le choix est pensé de manière différente, le comité se compose essentiellement d'habitants ; quant à la participation d'un élu politique, elle a été largement débattue. Finalement, l'idée retenue est qu'un représentant politique participe, notamment pour voir comment se prennent des décisions avec des citoyens ; le groupe propose que ce soit un élu de

la majorité politique, mais qui ne soit pas dans l'exécutif. Le Collège n'a finalement pas accepté la proposition, considérant que ça devrait être des échevins et pas des conseillers communaux. Finalement, ils ont décidé de ne pas prendre part à cet espace de décision.

## Pas simple de changer les relations

Ces deux situations montrent combien il est complexe de modifier, voire même d'établir la relation politique / citoyen. C'est d'autant plus étonnant qu'un budget participatif est déjà, en soi, une démarche qui aide à repenser les modes de faire.

Pourtant, lors des discussions qui ont précédé la mise en place du comité à Scheut, les avis des citoyens étaient partagés quant à la présence ou non des élus. Les uns préférant qu'ils ne soient pas là, « ***il sera difficile d'aller à l'encontre de leur avis*** » ou « ***il y aura des intérêts particuliers*** ». Pour d'autres, la participation des élus était considérée comme normale, « ***moi, je n'ai rien contre les élus*** » ; voire indispensable, « ***ça serait important qu'ils assistent à une prise de décision avec les citoyens et entendent leurs arguments*** ».

A Charleroi, la décision a pu se faire avec tous les acteurs citoyens et politiques. On observe bien l'apprentissage mutuel qui a pu s'opérer quant à la manière dont l'autre envisage son rôle et la décision à prendre.

A Scheut, même si la décision s'est finalement prise entre citoyens, plusieurs soulignent la complexité de devoir trancher et faire un choix à un moment donné. Dans ce cas-ci, l'apprentissage ne s'est pas fait en mélangeant les acteurs, mais en donnant aux citoyens une responsabilité généralement assumée – et même dévolue – aux élus politiques.

## Garantir des espaces à soi

A la question de voir si il est intéressant et nécessaire d'impliquer telle ou telle personne, il convient de pouvoir prendre en compte tous les avis et de garantir que tout le monde se sente à l'aise. Avant toute chose, il est donc bon de se poser la question de savoir ce que la présence va apporter, dans le sens positif et négatif. Car tout le monde ne doit pas nécessairement être présent à toutes les étapes, au contraire, cela peut même freiner le processus à certains moments. La force des initiatives qui se construisent en dehors du cadre, est de pouvoir s'affranchir des contraintes et proposer un nouveau cadre, de nouvelles formes d'envisager celui-ci. La présence de représentants politiques au début du processus pourrait empêcher toute remise en cause et liberté d'action.



# NOS RYTHMES SONT-ILS COMPATIBLES ?

Les citoyens sont parfois découragés – voire désabusés - par l'extrême lenteur et les délais qui leur paraissent interminables entre le moment où une proposition est élaborée lors d'un atelier, le moment où la décision est effective et le moment où elle est mise en oeuvre. Des mois voire des années peuvent passer sans que rien ne bouge. La faute au politique ? Même si les élus peuvent avoir une influence pour accélérer ou ralentir certains projets, les contraintes extérieures sont nombreuses : enquêtes publiques, recours éventuels, validation par différents services de l'administration... Elles jouent pourtant un rôle important - dont celui du contrôle des décisions que nous réclamons - mais souffrent souvent de pas être suffisamment explicitées ou prises en compte dans le processus.

D'un autre côté, les élus politiques, pour diverses raisons – agenda politique, échéances liées à des demandes de subsides... – peuvent se montrer impatients lorsqu'il s'agit de mettre sur pied des démarches de participation : celles-ci doivent produire des résultats tangibles dans des délais souvent courts. Il s'agit de mobiliser rapidement des citoyens et toucher un grand nombre de personnes.

Ces deux exemples montrent finalement combien chacun avance à son rythme en fonction de ses capacités, disponibilités et du contexte en oubliant que l'autre ne dispose pas des mêmes informations. Trop souvent, cela engendre de l'incompréhension, un sentiment de colère ou des doutes quant aux bonnes intentions de chacun; sources de tension latente de ce type de démarches, qui, si elles ne sont pas abordées, peuvent déclencher des conflits ouverts qui menacent l'ensemble du processus.

## L'aménagement du territoire, un domaine aux rythmes sensibles !

Les procédures en matière d'urbanisme (permis, études, enquêtes...), ainsi que les démarches administratives (marchés publics, autorisations...) sont peu connues de la majorité des citoyens. Et pourtant, elles ont une grande influence sur la manière dont un projet se déroulera.

L'incertitude qui entoure bon nombre de ces projets a pour conséquence que les pouvoirs publics préfèrent généralement ne pas communiquer de dates ou d'échéances. Cela génère une impression de « boîte noire » chez le citoyen qui se sent exclu ou mal informé... Pourtant notre pratique démontre souvent qu'un habitant ou non-technicien, lorsqu'il en est informé, est capable d'entendre et de comprendre les contraintes et obstacles qui peuvent survenir lors d'un projet de ce type. Comme c'est le cas lorsqu'on fait des travaux dans sa maison...

Une piste vise à créer un calendrier reprenant les différentes étapes avec le temps prévu initialement que l'on peut adapter en fonction de l'avancement des projets. Ce genre d'instrument doit toujours être accompagné d'un espace où l'on explique les retards en toute transparence. Le rôle des services est important aussi puisqu'il aide généralement à réexpliquer les procédures, faire du lien avec d'autres projets et situations, etc.

# DOIT-ON TOUT DIRE ?

Un des premiers obstacles dans un travail de coproduction, et de manière générale dans tout processus de participation, est la nécessité de garantir un accès aux informations pour tous et de manière égale. Ce principe, indispensable pour pouvoir faire des propositions et choix en bonne connaissance de cause, mais également pour assurer un climat de confiance, est pourtant régulièrement compromis.

Nombreux sont les exemples où l'on observe une réticence, voire un refus, de communiquer des informations vers l'extérieur. Les raisons invoquées sont souvent liées à une crainte de trop s'avancer sans dominer l'ensemble du processus, de se retrouver à devoir expliquer des éléments très complexes ou à s'exposer aux critiques et devoir rendre des comptes. Parfois aussi, on est face à un manque de transmission des informations au sein même des administrations et cabinets politiques.

## **Pas forcément, mais il faut expliquer !**

Combien de fois ne se retrouve-t-on pas – tout comme dans sa vie privée – à savoir des choses qu'on ne peut pas encore dire ? Les choses sont-elles différentes lorsqu'il s'agit de questions politiques, qui a priori nous concernent tous ?

Pratiquement, il est difficilement concevable d'imaginer que toute information soit rendue publique en temps réel. Il y a des moments où il est délicat de faire une annonce publique alors que des négociations ou des accords sont encore en cours. Parfois la concrétisation d'un projet peut nécessiter l'obtention de ressources ou un accord avec d'autres institutions... et en faire part publiquement peut représenter un risque pour la réalisation du projet visé. On comprendra que des décisions doivent donc respecter le principe de confidentialité et qu'il y ait des moments où l'information ne peut pas être plus explicite.

Pour autant, cela ne veut pas dire qu'on ne doit pas communiquer durant ces périodes où « il ne se passe rien ». Fréquemment, on se retrouve face à des pouvoirs publics qui ne jugent pas pertinent de communiquer tant qu'une décision ferme et définitive n'a pas été prise. Restant parfois des mois sans transmettre aucune nouvelle information.

Entre le besoin de garantir une certaine confidentialité et la nécessité d'être transparent, l'équilibre est délicat mais pas impossible.

La difficulté réside également dans le fait de savoir ce qu'on entend par « *information* ».

Par exemple, dire qu'une décision est confidentielle et qu'elle ne sera communiquée qu'ultérieurement lorsqu'elle sera approuvée par tous les partenaires, c'est déjà faire plus que se taire ! Et cela démontre que le processus suit son cours, n'est pas abandonné.

Dans des processus de participation où la confiance est primordiale, il est crucial de maintenir un dialogue le plus permanent possible : « *des négociations sont en cours* », « *nous prévoyons la réalisation de tel projet, mais attendons des réponses d'autres institutions* », « *nous cherchons une solution* », etc. Dans ce sens, la présence des élus, voire dans certains cas de services disposant de l'information est importante. Même si cela n'enlève rien au fait qu'il faille donner plus d'explications par la suite.

**Tout le monde est capable de comprendre pour autant qu'on explique clairement les choses. Par contre, il n'est pas acceptable de ne recevoir aucune explication.**

## Et si on s'écoutait ?

*« Les élus doivent apprendre à écouter sans donner nécessairement une réponse immédiate, à toutes les interventions. »*

Comment faire en sorte que les élus écoutent d'abord avant de répondre ? Et comment faire pour qu'ils ne se mettent pas automatiquement en position de ceux qui ont réponse à tout ?

Souvent, les représentants politiques cherchent davantage à persuader leurs interlocuteurs sans encourager un réel dialogue, une réelle écoute. Très souvent aussi, les citoyens prennent une position d'attaque, refusant d'entendre et de comprendre les arguments avancés. S'en suit généralement une bataille rangée où chacun ressort perdant et renforcé dans ces convictions. L'un demande des comptes à l'autre ; qui s'empresse de lui fournir une rapide explication.

Dans ce type de moments, le rôle de l'animateur est central pour permettre de sortir des clivages et automatismes : installer un climat d'écoute, où des tensions et doutes peuvent s'exprimer sans créer de blocage ; où des critiques peuvent être apportées sans qu'elles nécessitent une réponse immédiate. En résumé, éviter de transformer un espace de débat en un tribunal de l'action publique. Et se dire que tout seul on n'a pas la solution, mais qu'ensemble on peut la construire...

### ***Quelques points d'attention***

- L'organisation de l'espace joue un rôle important. En plaçant les intervenants face au public, on renforce l'idée du « eux contre nous ».
- Le micro est un outil intéressant pour faire circuler la parole et éviter des prises de paroles non-contrôlées.

***« Ce qui est innovant dans ce processus, c'est que les politiques sont au même niveau que les habitants. »***

***« Mon avis ne compte pas, mon avis n'est pas intéressant, ce n'est pas utile... »***

- Être attentif au temps de parole et casser le schéma classique de la présentation d'une heure, suivie d'un quart d'heure de questions – réponses. On peut, par exemple, alterner les prises de paroles successives autour d'une thématique.
- Donner un cadre clair sur la manière dont va se dérouler le débat en précisant le temps dont on dispose et les sujets prévus tout en n'hésitant pas à y faire référence lorsque le besoin se fait sentir (prise de parole excessive, débat qui sort du sujet...).

## Il n'y a pas de sous-paroles

**Dans les espaces de participation, on entend régulièrement les mêmes... Certains osent davantage s'exprimer, mais sont-ils représentatifs de la diversité d'opinions qui peut exister entre les participants ?**

Face à cette question habituelle, l'attitude des animateurs est évidemment essentielle : mettre à l'aise les participants, permettre d'autres commentaires, encourager d'autres formes d'expression que la parole en public (par écrit, sous forme de groupes de travail...), valoriser la parole d'une personne qui peut apparaître comme isolée ou craintive... Une demande souvent exprimée de manière plus forte par les citoyens... « *écoutez-nous !* ». C'est sur base de ces constats que de nombreux collectifs citoyens se sont organisés.

Comme au sein du programme Capacitation Citoyenne<sup>1</sup> où des collectifs n'hésitent pas à dire « *Même si vous ne nous écoutez pas, nous on est capables de tout* », puis ils s'installent sur les places publiques et

---

<sup>1</sup> Le réseau Capacitation citoyenne est composé d'une bonne centaine de collectifs et associations de France et de Belgique principalement qui échangent et portent leurs voix et revendications dans l'espace public sous formes de Karavanes, écriture de livrets, Karavanes citoyennes dans l'espace public, etc...

crient « *Silence, on parle !* » pour qu'on s'arrête et les écoute. Ils ont des choses à dire, ils connaissent leur quartier, la vie, les difficultés quotidiennes et multiples, et ils ont des propositions à faire. Pourtant, ils sont parfois si peu entendus.

## **Favoriser la parole collective**

Un habitant seul ne peut pas grand chose. Se regrouper peut contribuer à une expression et une parole plus élaborées. De plus, il est parfois question de rapport de force face au politique ou à d'autres acteurs ou institutions ; pouvoir dans ces cas montrer qu'on n'est pas seul et que notre parole n'est pas que l'expression d'une personne isolée devient stratégique.

C'est pourquoi il est si important d'arriver à construire un discours, à faire émerger des propositions et à organiser une rencontre avec tous les acteurs concernés. Bien évidemment, tout cela est facilité quand on peut compter sur une diversité de compétences et même sur quelques personnes ressources.

Arriver à la construction d'actions et de paroles collectives permet aussi de réguler la question des « intérêts particuliers » ; par exemple, elle aidera à passer des réclamations plus locales comme un sentiment d'insécurité, à la recherche de solutions qui tenteront de voir ce qu'il est possible de faire collectivement.

# PROPOSER OU REVENDIQUER ?

*« Les élus n'ont pas le pouvoir de soigner la société. Les habitants, sont-ils les patients d'un système malade ? »*

*« Acceptons tous qu'on n'a pas les réponses à soi tout seul, mais qu'on s'en approche mieux quand on cherche collectivement, qu'on les trouve ensemble »*

On voit apparaître un nouveau défi : arriver à sortir de la revendication ou de la position du surhomme qui **« a réponse à tous vos problèmes et s'occupe de tout »**, pouvoir développer de nouvelles manières d'agir ensemble et donc de repenser les rôles et missions de chacun. Le politique n'a pas le monopole de la décision, comme le citoyen ne peut pas attendre du politique qu'il règle tout.

Sans prétendre qu'il faille associer en permanence l'ensemble de la population à toutes les décisions, il est néanmoins possible de se faire confiance et de lui permettre davantage d'implication dans les processus d'élaboration de solutions et de prise de décisions.

## ***Du Maelbeek aux Etats Généraux de l'Eau à Bruxelles***

L'histoire commence en 2001 lorsque, face aux inondations à répétition dont sont victimes les habitants de la place Flagey et de ses rues avoisinantes, la Région bruxelloise décide d'y construire un imposant bassin d'orage. Située dans le fond de la vallée du Maelbeek – un affluent de la Senne - sur la commune d'Ixelles, la place Flagey a connu une urbanisation croissante et l'imperméabilisation des sols empêche désormais l'eau de s'infiltrer, accentuant l'engorgement des égouts.

Face à cela, des citoyens se mobilisent pour remettre en question la pertinence d'une telle construction, de surcroît très coûteuse – plusieurs dizaines de millions d'euros - et ne résolvant en

rien le problème à la source : à savoir là où l'eau tombe, sur les versants. Ils proposent d'autres pistes pour ralentir l'eau : récupération par des citernes à orage, infiltration, évaporation ainsi que de nouvelles manières de gérer l'eau en ville, en favorisant la participation des habitants.

Si le bassin d'orage sera effectivement construit, la mobilisation s'est petit à petit transformée en une force citoyenne porteuse de propositions fortes et innovantes en matière de gestion d'eau en ville : la plateforme Eau Water Zone. Celle-ci propose notamment de favoriser une approche par bassin versant, de développer des « Nouvelles Rivières Urbaines », mais aussi de créer des projets originaux dans la ville tels que Maelbeek Mon Amour qui vise à retracer la rivière disparue en la redessinant sur les plaques d'égouts qui ornent la rivière.

En 2010, l'idée de mettre sur pied les premiers Etats Généraux de l'Eau de Bruxelles (EGEB) voit le jour, largement initiés par le travail réalisé dans la vallée du Maelbeek. Les EGEB participent à l'élaboration du nouveau plan de gestion de l'eau pour Bruxelles, faisant ainsi le lien entre l'administration, le pouvoir politique et les citoyens. Aujourd'hui, on voit s'amorcer d'autres mouvements citoyens dans d'autres bassins versants à Bruxelles et les idées qui semblaient encore utopiques il y a dix ans sont reprises par les administrations et pouvoirs politiques.

**Pour en savoir plus:**

[www.egeb-sgwb.be](http://www.egeb-sgwb.be)

[www.eauwaterzone.be](http://www.eauwaterzone.be)

# CONCLUSIONS

## Transparence : essentiel !

*« Comment demander aux citoyens de se réunir et de formuler des propositions ou de s'exprimer sur un projet si l'on ne leur donne pas les bonnes informations en temps et en heure afin qu'ils puissent comprendre les enjeux, les contraintes techniques ou financières, etc. ? »*

Comme énoncé précédemment, la transparence et l'information sont primordiales lorsqu'on s'engage dans un travail de coproduction. Cela reste pourtant un obstacle fréquent. Une attitude qui trouve sa source notamment dans le fait qu'actuellement encore, trop de décisions se prennent en dehors des espaces de participation et en amont des processus de participation, laissant les citoyens en dehors d'enjeux importants. Inciter la participation citoyenne implique donc de changer ses modes de faire et de se risquer à de nouvelles dynamiques.

## La diversité, plutôt que la représentativité

Dans la relation entre citoyens et politiques, apparaît toujours le spectre et le souci de la représentativité. La question de la représentativité est d'autant plus centrale que les « représentants du peuple » sont légitimement élus par l'ensemble de la population. Face à cela, que vaut la parole d'un citoyen qui, la plupart du temps, ne sera jamais considéré que comme représentant de lui-même ?

Les détracteurs des espaces de participation utilisent ces arguments pour justifier la non-prise en compte des propositions issues d'ateliers et réduire la coproduction à un écran de fumée.

Et quand bien même, on réunit près d'un millier de personnes comme ce fut le cas pour le G1000, cela ne garantit pas que toutes les franges de la population sont bien représentées. Que dire dès lors

d'ateliers qui rassemblent quelques dizaines de citoyens? En sont-ils pour autant moins représentatifs? Une chose est sûre, le nombre de participants semble conférer un degré plus élevé de crédibilité aux yeux des politiques.

Si notre expérience montre que le nombre peut avoir une influence, il ne nous semble pour autant pas vrai d'en faire le critère privilégié de la légitimité de ces espaces. Selon nous, c'est davantage dans la diversité des points de vue qu'elle réside. Il est illusoire de garantir une représentativité absolue et c'est pourquoi nous cherchons avant tout à construire des démarches qui permettent de réunir – et si possible faire dialoguer – un nombre élevé de points de vue différents. D'autant plus, en veillant à écouter les avis de ceux qui sont le moins habitués à s'exprimer car, eux, n'ont pas accès aux canaux de communication pour se faire entendre.

## **Occuper les espaces de participation existants**

La relation entre citoyens et politiques doit être encouragée de toutes les manières possibles. De nombreux dispositifs et espaces existent, que ce soit dans les réglementations ou les pratiques ; tout en prenant en compte les différentes questions soulevées ici, ils ont tous leur valeur et devraient contribuer à faire évoluer les relations citoyens – politiques.

Qu'il s'agisse de commissions consultatives ou de concertation, de procédures d'interpellation ou d'enquêtes publiques, il est important que les citoyens occupent ces espaces où une participation est possible. Chacun de ceux-ci est un vecteur de recherche d'un meilleur dialogue et de plus de coproduction entre citoyens et politiques.

Toutefois, un important travail de préparation et d'accompagnement est nécessaire pour utiliser ces espaces. Il ne suffit pas d'y participer,

il faut y aller en ayant construit avec d'autres citoyens une parole, des revendications ou des propositions...

*« Ma fonction serait davantage renforcée et mes interventions plus crédibles si les citoyens occupaient davantage l'espace public qu'est la commune ! »*

Un conseiller communal

## Garantir une indépendance au niveau de l'animation des processus

A plusieurs reprises, on a évoqué le rôle central de l'animateur dans des espaces et moments qui réunissent citoyens et politiques.

Même si cela peut paraître suspect de la part d'une association qui dédie une bonne partie de ces activités à ce genre d'animation, nous soulignons ici des retours entendus de nombreux participants (élus ou citoyens) : ils témoignent de l'importance d'un tiers extérieur, d'un cadre où il est possible d'exprimer ses désaccords, de la recherche continue d'une coproduction entre les acteurs, du souci d'une information permanente, de la préoccupation de l'avis de chacun...

Ces constats montrent que – quand c'est possible – la présence d'un animateur extérieur contribue à une meilleure relation entre citoyens et politiques. Ce rôle peut être assumé par des personnes extérieures, puis progressivement pris en charge par des acteurs locaux. D'autres formes sont certainement à inventer, peut-être par une rotation d'animateurs...

Il faut accepter que ces lieux soient initiés, animés, organisés par des acteurs indépendants du pouvoir, comme on le conçoit pour l'information (liberté de la presse) ou la culture. Ce principe demande une attention particulière dans l'organisation et l'animation des rencontres afin de créer les conditions pour que chacun se sente respecté.

## Faire évoluer les rôles et les postures de chacun

La revendication induit une forme d'exigence, de « *j'ai droit à* » qui peut donner l'impression que « *tout est dû* » et ainsi accentuer les rapports de force entre ceux qui donnent et ceux qui reçoivent. Or, on le voit, les politiques seuls n'ont pas réponse à tout, mais en même temps leur présence est essentielle pour construire des alternatives qui tiennent compte de réalités d'autres quartiers et contextes, et s'inscrivent ainsi dans une perspective d'intérêt général.

Dans la perspective d'une construction partagée entre citoyens et politiques, il convient de repenser radicalement les formes d'implication, de décision et les rôles de chacun avec le souci de rester suffisamment efficace. Les questions à se poser ne sont plus : ***à quoi ai-je droit ? mais que pouvons-nous faire ensemble pour résoudre tel problème ou garantir tel droit ?***

Cette posture demande donc à la fois de pouvoir être dans la proposition tout en gardant un esprit suffisamment critique pour dénoncer et pointer les dysfonctionnements, les injustices. Car les rapports de force sont toujours présents.

## Imaginer de nouveaux modes de faire

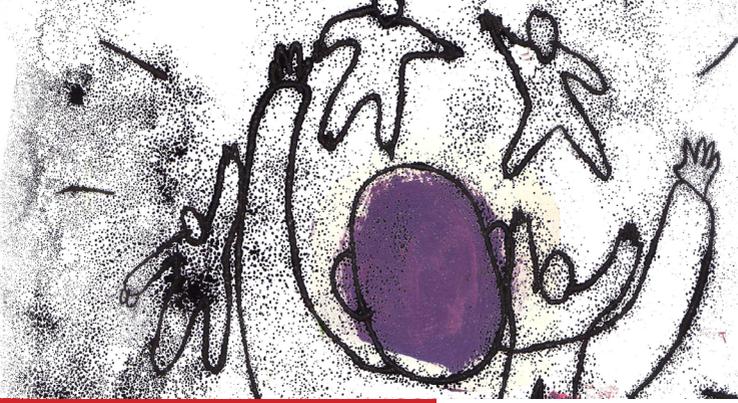
Au-delà de tous les espaces et opportunités qui existent déjà pour rassembler citoyens et politiques, il apparaît indispensable de continuer à inventer de nouveaux modes de collaboration et de gestion pour permettre au plus grand nombre, et singulièrement aux personnes en marge de la société, de s'approprier la production de leur environnement.

Il devient nécessaire de casser les cloisons entre « ***ceux qui décident, ceux qui habitent et ceux qui tentent de survivre.*** »

Si actuellement, les rôles et les postures de chacun sont encore bien figés, à l'avenir on pourrait imaginer de nouvelles manières de faire de la politique, transformant également les rapports entre citoyens et élus politiques. Les espaces de dialogue et de débat, les initiatives en tous genres sont autant d'interstices qui créent les conditions pour transformer durablement les rapports et les mode de faire actuels, qui ont montré leurs limites. Et cela ne pourra se faire qu'avec la participation de chacun et chacune.







## Periferia

*Periferia promeut la mise en place d'espaces publics de débat, qui visent à construire collectivement le développement urbain et nos modes d'organisation sociale en croisant les points de vue de personnes occupant des rôles différents par rapport à ces éléments : citoyens habitants, locataires ou propriétaires, usagers transitoires, les associations, élus et techniciens de la ville.*

*Pour ce faire, l'association Periferia met en œuvre des actions valorisant et encourageant la capacitation citoyenne de collectifs pour prendre part au débat et agir sur leur environnement. De cette manière, elle cherche à rétablir l'influence des points de vue d'acteurs généralement oubliés sur les décisions d'intérêt général.*

**Retrouvez cette publication ainsi que toutes les autres  
en ligne sur [www.periferia.be](http://www.periferia.be)**